

La France et l'Union européenne n'ont pas vocation à nourrir le monde

LEMONDE.FR | 27.02.12 | 09h55

Les négociations en cours sur la réforme de la Politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne (UE) font l'objet d'intenses débats à l'occasion du Salon de l'Agriculture, sur les atouts et les faiblesses de l'agriculture française et européenne.

Les discours officiels présentent l'agriculture française comme la première de l'UE et la deuxième au niveau mondial pour les exportations alimentaires. Un discours semblable sur les performances de l'UE est tenu à Bruxelles et on en conclut que la France et l'UE doivent défendre une PAC visant à exporter plus pour réduire le déficit alimentaire des pays en développement (PED), qui s'accroîtrait d'ici 2050.

Pourtant, selon la FAO, sur la période 2000-09 la France n'a été qu'au 7ème rang mondial pour l'excédent des échanges alimentaires, poissons exclus – après Brésil, USA, Argentine, Pays-Bas, Australie et Canada –, alors que l'UE a été déficitaire de 7,5 milliards de dollars (Md\$).

Selon Eurostat, la France a eu un excédent moyen de ses échanges alimentaires (poissons inclus) de 10 milliards d'euros (Md d'euros) de 2000 à 2010, avec 40 Md d'euros d'exportations, dont 73% vers l'UE, d'où sont venues 77% de ses 30 Md d'euros d'importations.

Toutefois les 4,1 Md d'euros d'excédent hors UE ont été réalisés à 97% sur les pays développés (Russie comprise) et à 3% seulement sur les PED. Mais l'excédent sur les boissons – à 93% des vins et spiritueux qui ne sont pas des produits alimentaires de base – a dépassé de 6% l'excédent extra-UE et, sans les vins et spiritueux, la France a eu un déficit alimentaire de 1 Md d'euros en moyenne avec les PED. Avant de penser les nourrir, cessons d'être nourris par eux. Le déficit vis-à-vis des PED aurait été bien supérieur si les exportations n'avaient bénéficié de fortes subventions, surtout internes puisque celles à l'exportation ont pratiquement disparu. Ainsi les céréales exportées – autre point fort de la France avec 31,5 millions de tonnes en moyenne de 2000 à 2010, dont 10 extra-UE –, ont bénéficié en 2006 de subventions spécifiques de 61 euros par tonne.

Et si la France a été largement en tête dans l'UE pour la valeur de la production agricole de 2008 à 2010, notamment par rapport à l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, c'est celle-ci qui est nettement en tête pour le revenu net agricole par actif à plein temps (18 305 euros contre 12 605 euros pour la France), bien qu'elle ait été la dernière des quatre pays pour la valeur de la production. Car le poids des consommations intermédiaires dans la valeur de la production est très supérieur en France (62%) et en Allemagne (68%) à celui de l'Espagne (43%), ce qui est le reflet de systèmes de production trop intensifs.

Xavier Beulin, président de la FNSEA, ne devrait pas se lamenter que l'Allemagne ait dépassé de très peu la France pour la valeur des exportations alimentaires de 2008 à 2010 puisque l'Allemagne a le plus gros déficit de l'UE (12 Md d'euros) contre un excédent de 8,8 Md d'euros pour la France, sachant que ce sont les Pays-Bas qui ont eu à la fois les plus fortes exportations (52 Md d'euros) et le plus fort excédent (15 Md d'euros).

Quant à l'UE, son déficit alimentaires a été en moyenne, de 2000 à 2010, de 16,8 Md d'euros poissons inclus ou 5 Md d'euros poissons exclus. Ces déficits auraient été très supérieurs en l'absence des 10,7 Md d'euros d'exportations nettes de boissons. Celles-ci ont presque compensé les 12 Md d'euros de déficit dû aux 58,7 millions de tonnes d'importations des postes aliments du bétail + oléagineux + huiles et corps gras.

Le déficit de l'UE est bien supérieur si l'on ne tient pas compte des 10,6% d'exportations agricoles et alimentaires, soit 6,3 Md d'euros en moyenne de l'UE de 2000 à 2009, effectuées sous le régime de "*perfectionnement actif*" à partir de 1,5 Md d'euros de produits agricoles importés à droit nul dans la mesure où ils ont été réexportés après transformation dans l'UE. Cela a privé les agriculteurs européens de débouchés sur leur marché intérieur, un véritable dumping social interne contre les agriculteurs européens.

Comme l'UE a eu un excédent alimentaire moyen de 17,4 Md d'euros sur les pays développés de 2001 à 2010, dont de 11,9 Md d'euros sur les pays occidentaux et 5,5 Md d'euros sur la Russie, il en résulte que ce sont les PED qui lui ont apporté une aide alimentaire de 34 Md€ par an.

Malgré cela l'UE a exporté en moyenne pour 33,6 Md d'euros vers les PED, 10 Md d'euros de plus que vers les pays développés. Mais ces exportations ont donné lieu à un dumping considérable. Ainsi, en se limitant aux subventions spécifiques, les viandes exportées ont reçu en moyenne de 2006 à 2008, par tonne d'équivalent-carcasse, 285 euros pour la viande porcine, 288 euros pour la volaille et les œufs et 1026 euros pour la viande bovine, les produits laitiers exportés ayant reçu 109 euros par tonne d'équivalent-lait.

La grande différence dans les aides reçues par les agriculteurs de l'UE à 15 (282 euros par hectare en 2009) et de l'UE à 12 des nouveaux Etats membres (85 euros) a impliqué un dumping interne de 1,2 Md d'euros sur des exportations nettes de 3,5 Md d'euros de l'UE15 vers l'UE12. Ces 1,2 Md d'euros représentent près du double du rattrapage des aides directes entre l'UE12 et l'UE15 d'ici 2020 proposé par la Commission européenne.

Face au déficit alimentaire structurel de l'UE, le discours dominant en France et dans l'UE consiste à préconiser de mieux se protéger des importations venant de pays ne respectant pas les normes sociales et environnementales de l'UE. C'est un discours très dangereux car cela impliquerait de ne pas de protéger sur 22% (15,5 Md d'euros des importations issues en moyenne de 2001 à 2010 des pays occidentaux qui respectent globalement les mêmes normes. Car ce sont sur ces pays que pèsent les droits de douane les plus élevés puisque ceux sur les PED sont faibles ou nuls. Cela accroîtrait fortement le déficit alimentaire de l'UE, accélérant les pertes d'emplois agricoles et tous les effets bénéfiques d'une agriculture paysanne sur des systèmes de production agro-écologique, l'occupation du territoire et le bien-être animal.

La stratégie officielle de l'UE à l'OMC et dans les accords bilatéraux en négociation – notamment avec le Mercosur, l'Inde, les pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) pour les Accords de Partenariat Economique (APE) – est absurde car elle consiste à réduire ses droits de douane agricoles en échange d'une plus grande ouverture des PED à ses exportations de produits non agricoles et de services. L'UE doit au contraire promouvoir à l'OMC comme dans ses accords bilatéraux la refondation des politiques agricoles sur la souveraineté alimentaire : le droit et même le devoir de chaque région du monde de baser sa politique agricole sur une protection efficace à l'importation afin d'assurer des revenus agricoles fondés sur des prix rémunérateurs et stables. En contrepartie tout dumping doit être interdit, y compris celui camouflé dans des subventions internes "découplées" bénéficiant aux produits exportés.

Car la survie des agriculteurs de l'UE27 est liée au marché intérieur qui a absorbé, de 2006 à 2008, 84,5% des produits agricoles non transformés destinés à l'alimentation tandis que les industries agroalimentaires y ont écoulé 75,1% des produits transformés à usage alimentaire. Si le Doha Round devait être conclu avec la baisse moyenne prévue de 54% des droits de douane et même de 75% pour ceux supérieurs à 70%, les industries agroalimentaires de l'UE ne seraient plus compétitives, a fortiori si un Accord de libre-échange était signé avec le Mercosur.

Jacques Berthelot, enseignant-chercheur en politiques agricoles

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe | Index | Aide et contact |

Journal d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de l'**actualité**. Découvrez chaque jour toute l'**info** en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.